

Balances des paiements 2009 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

Les soldes des transactions courantes des deux Collectivités se sont nettement redressés en 2009 (+36 Mds de F CFP en Nouvelle-Calédonie ; près de +22 Mds de F CFP en Polynésie française). L'allègement de la facture énergétique, consécutif au recul des prix des carburants, explique en partie cette évolution. Le ralentissement de l'activité économique au sein des deux géographies a également contribué à l'amélioration des comptes courants (moindres importations de biens de consommation et de biens d'équipement notamment). En Nouvelle-Calédonie, ce mouvement a été amplifié par la fin du chantier de l'usine métallurgique du sud de l'île, qui s'est notamment traduite par une réduction des importations de services de construction et des « autres services aux entreprises ». La baisse du cours moyen du nickel en 2009 a toutefois limité l'amélioration du solde courant calédonien. En Polynésie française, le niveau historiquement faible de la fréquentation touristique a pesé sur le solde des voyages, freinant le rétablissement des comptes courants.

Les flux financiers en provenance de l'extérieur se sont réduits en Nouvelle-Calédonie en 2009 ; ils sont néanmoins restés historiquement élevés, soutenus par les investissements directs étrangers effectués dans le cadre des projets métallurgiques en cours. Le solde des investissements de portefeuille est également positif ; néanmoins, dans un contexte financier difficile, les ordres d'achats et de ventes de titres se sont significativement contractés l'an passé. **En Polynésie française en revanche, des sorties nettes de capitaux ont été de nouveau enregistrées en 2009.** Elles résultent, pour un tiers, d'achats de titres émis par des non-résidents supérieurs aux ventes recensées l'an passé et, pour deux tiers, de l'augmentation des avoirs nets détenus à l'extérieur par les entreprises et les ménages (« autres investissements » des « autres secteurs »).

Principaux postes de la balance des paiements en 2009 (soldes)

Milliards de F CFP	Nouvelle-Calédonie	Polynésie française
Compte des transactions courantes (I) dont	-78,0	17,6
Biens	-121,1	-132,9
Services	-51,9	31,6
Revenus	37,7	53,5
Transferts courants	57,3	65,4
Compte de capital (II)	0,5	0,0
Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)	-77,5	17,6
Compte financier dont	70,6	-35,6
Investissements directs (IV)	93,4	0,2
Investissements de portefeuille (V)	14,5	-10,9
Solde de la balance de base (VI) = (III) + (IV) + (V)	30,5	6,9
Autres investissements	-37,4	-24,9
Erreurs et omissions	6,9	18,0
<i>Pour mémoire PIB</i>	<i>749*</i>	<i>537**</i>

* estimation 2008 / ** estimation 2006

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

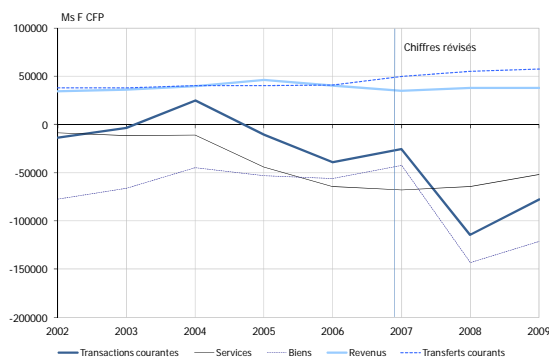
NB : le compte de capital recense principalement les opérations de transferts en capital (scindées en remises de dette et autres transferts) ; depuis 1998, seuls des transferts de migrants au titre de la liquidation de biens mobiliers et immobiliers, suite à un changement de résidence, ont été enregistrés (pour un faible montant).

1. LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

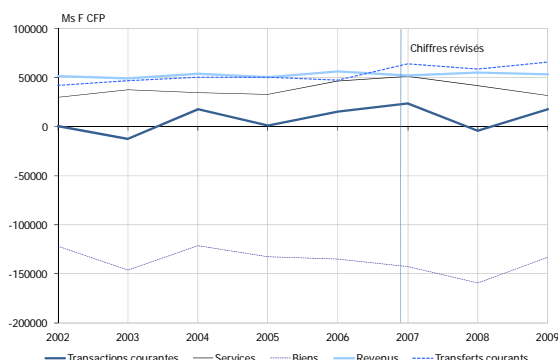
Synthèse

Après le record enregistré en 2008, **le déficit des transactions courantes de la Nouvelle-Calédonie s'est réduit en 2009**, mais est resté très élevé (à près de 78 Mds de F CFP, soit plus de 10% de son PIB). Cette résorption sensible du déficit courant est presque entièrement le fait de l'amélioration du solde des biens et des services. Structurellement positif, le solde des revenus s'est quant à lui stabilisé l'an passé, alors que celui des transferts courants a légèrement progressé. **En Polynésie française, le solde des transactions courantes est redevenu excédentaire en 2009** (à près de 18 Mds de F CFP contre -4,4 Mds de F CFP en 2008). La forte contraction des importations de biens et, dans une moindre mesure, la hausse des transferts courants ont principalement contribué à cette amélioration.

Transactions courantes en Nouvelle-Calédonie (soldes, Ms F CFP)



Transactions courantes en Polynésie française (soldes, Ms F CFP)



Les biens

Le déficit commercial (solde des biens) s'est résorbé en 2009 au sein des deux Collectivités pour atteindre 121 Mds de F CFP en Nouvelle-Calédonie (après 143 Mds) et 133 Mds de F CFP en Polynésie française (après 159 Mds). La réduction de la facture énergétique a contribué en grande partie à ce redressement (de près de 17 Mds de F CFP en Nouvelle-Calédonie et de près de 9 Mds de F CFP en Polynésie française). Par ailleurs, le ralentissement de la demande intérieure des deux géographies s'est traduit par de moindres importations (de biens de consommation et d'équipement notamment). En Nouvelle-Calédonie, la fin du chantier de l'usine de Sud a également contribué au repli des importations de biens. Toutefois, les deux Collectivités accusent dans le même temps une baisse de leurs exportations en valeur, traduisant à la fois un effet prix (recul du cours du nickel pour la Nouvelle-Calédonie ; recul du cours de la perle pour la Polynésie française) et l'affaiblissement de la demande mondiale.

Des données douanières aux données d'échanges de biens de la balance des paiements

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements (exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété, ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations).

En 2009, pour la Nouvelle-Calédonie, les données douanières des exportations de nickel avaient été corrigées à partir des données de la DIMENC (Direction de l'Industrie, des Mines et de l'Energie de la Nouvelle-Calédonie), pour 2007 et 2008. Les douanes ayant revu leur méthode d'estimation de la valeur des exportations de nickel depuis lors, ces redressements n'ont plus lieu d'être. Seules les données douanières des exportations de nickel de l'année 2009 ont été redressées à partir des données de la DIMENC, en raison de l'indisponibilité des données douanières révisées pour cette année au moment de l'établissement de la balance.

Balance des biens en 2008 et 2009

Milliards de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2008	2009	Variation	2008	2009	Variation	2008	2009	Variation
Nouvelle-Calédonie	104,3	80,5	-23,8	247,3	201,6	-45,7	-143,0	-121,1	21,9
Polynésie française	16,4	12,9	-3,5	175,7	145,8	-29,9	-159,4	-132,9	26,5

Source : balances des paiements IEOM

Les services

En Nouvelle Calédonie, le solde des services, structurellement négatif, s'est sensiblement amélioré en 2009 (à près de -52 Mds de F CFP contre plus de -64 Mds de F CFP en 2008), alors que l'excédent des échanges de services en Polynésie française s'est nettement amoindri en 2009 (à 31,6 Mds de F CFP contre 41,5 Mds de FCFP en 2008). La fin du chantier de l'usine métallurgique du sud de la Nouvelle-Calédonie a permis un redressement du solde des services de construction (+6 Mds de FCFP) et de celui des « autres services aux entreprises » (+3 Mds de FCFP). En Polynésie française, la réduction du solde des services, habituellement excédentaire, est principalement le fait de la baisse de la fréquentation touristique en 2009 (-18%) qui a pesé sur les recettes touristiques (-4,8 Mds de F CFP).

L'estimation de la ligne voyages

La ligne « voyages » prend en compte au crédit l'ensemble des dépenses en Nouvelle-Calédonie / Polynésie française des non-résidents et, au débit, celles des résidents calédoniens / polynésiens à l'extérieur de la Collectivité, et ce quel que soit le motif du déplacement (voyages touristiques, d'affaires, sanitaires ou scolaires). Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont en revanche pas enregistrées sur cette ligne, mais avec les services de transports.

Depuis 2008 en Nouvelle-Calédonie et à partir de 2009 en Polynésie française, la ligne « voyages » est mesurée à l'aide de l'enquête tourisme de respectivement l'ISEE et l'ISPF. Elle était jusqu'alors appréhendée par les transferts bancaires codifiés sous cette rubrique, les règlements par cartes de crédit et le recensement des achats et ventes de billets de banque. Le changement de source d'information adoptée est conforme à la méthodologie internationale (notamment à celle employée pour la balance française).

Balance des services en 2008 et 2009

Milliards de F CFP	Crédits			Débits			Soldes		
	2008	2009	Variation	2008	2009	Variation	2008	2009	Variation
Nouvelle-Calédonie									
Services dont	49,3	43,6	-5,7	113,6	95,5	-18,1	-64,3	-51,8	12,5
Services de construction	2,3	3,0	0,7	6,5	1,3	-5,2	-4,2	1,7	5,9
Polynésie française									
Services dont	103,9	93,4	-10,5	62,5	61,8	-0,7	41,5	31,6	-9,9
Transports aériens	17,5	15,2	-2,3	18,6	15,0	-3,6	-1,0	0,2	1,3
Voyages	42,5	37,7	-4,8	12,9	14,0	1,1	29,5	23,6	-5,9

Source : balances des paiements IEOM

Les revenus et les transferts courants

Les revenus

Structurellement positif dans ces deux collectivités, du fait du poids des rémunérations des fonctionnaires de l'Etat métropolitain, le solde des revenus a été quasiment stable en Nouvelle-Calédonie en 2009 (à 38 Mds de F CFP). Cette stabilité masque toutefois un net recul des rémunérations nettes des salariés (-3,2 Mds de F CFP), en lien avec l'augmentation des salaires versés à des travailleurs étrangers dans le cadre des projets miniers.

A contrario, le solde des revenus des investissements a nettement progressé l'an passé (+2,8 Mds de F CFP), en raison d'une diminution des dividendes versés, principalement dans le secteur de l'industrie du nickel, aux actionnaires non-résidents. En Polynésie française, le solde des revenus a légèrement diminué (de 1,2 Md de F CFP pour atteindre environ 53 Mds de F CFP), principalement sous l'effet de la hausse des revenus des investissements de portefeuille versés à l'extérieur.

Les transferts courants

En Nouvelle-Calédonie comme en Polynésie française, le solde des transferts courants a progressé en 2009 (à respectivement, 57 Mds de F CFP¹ et 65 Mds de F CFP). En Polynésie française, la progression a été particulièrement soutenue (+6,6 Mds de F CFP), en lien avec le rattrapage des retards de versements des crédits de paiement de la DGDE (Dotation Générale pour le Développement économique) au titre de l'exercice 2008.

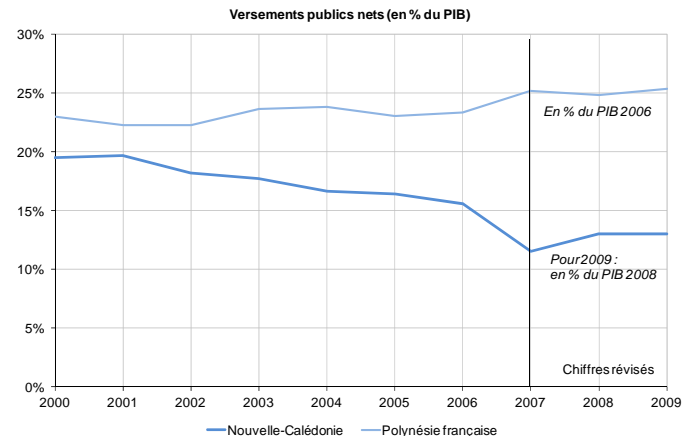
¹ En Nouvelle-Calédonie, l'augmentation constatée en 2009 doit être relativisée en raison d'une réaffectation des charges sociales déclarées par les administrations publiques sur les différentes rubriques de la balance (à partir de la mi-2009), qui a pu temporairement fragiliser les données (rupture partielle de série par rapport aux années antérieures).

En 2009, les versements publics nets (solde des services des administrations publiques, des rémunérations des salariés du secteur public et des transferts courants du secteur des administrations publiques) se sont élevés à 97 Mds de F CFP en Nouvelle-Calédonie, comme en 2008, et à 136 Mds de F CFP en Polynésie française (après 133 Mds). En Nouvelle-Calédonie, le poids de ces versements dans le PIB a eu tendance à diminuer depuis 2000 (13% du PIB en 2009 contre 20 % en 2000)². Plus importants en Polynésie française, ils ont légèrement crû pour atteindre environ 25% rapportés au PIB de 2006.

² D'après l'ISEE (2010, « Comptes du secteur public 2007 »), une baisse de la part des transferts de la Métropole à la fois dans les recettes publiques totales et dans le PIB peut également être observée.

Le contenu des transferts courants

Les transferts courants comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux Collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques métropolitaines. Ceux-ci recouvrent notamment, côté crédits, les prestations sociales versées (principalement les pensions), les dépenses d'investissement et les dotations aux collectivités locales et, côté débits, les recettes perçues par l'Etat telles que les cotisations sociales et les impôts.



2. LE COMPTE FINANCIER

Synthèse

Les flux financiers entrants sont restés largement supérieurs aux flux sortants en Nouvelle-Calédonie en 2009 (à près de 71 Mds de F CFP, soit un niveau historiquement élevé), même s'ils ont accusé une diminution de 56 Mds de F CFP, principalement sous l'effet des investissements directs. En Polynésie française en revanche, les flux financiers entrants sont restés inférieurs aux flux sortants en 2009 (-36 Mds de F CFP en 2009 après -12 Mds de F CFP). Ces sorties, particulièrement élevées, sont le fait des investissements de portefeuille et des « autres investissements ». Le solde des investissements directs marque quant à lui une légère progression.

Les investissements directs

Le solde des investissements directs étrangers (IDE) est resté élevé en 2009 en Nouvelle-Calédonie à 93 Mds de F CFP en lien avec les projets miniers en cours (usine du Nord près du massif de Koniambo, usine du Sud près du plateau de Goro). Il a toutefois enregistré un net recul par rapport à l'an passé (-35 Mds de F CFP) sous l'effet de la réduction des IDE nets entrants, en particulier des flux nets de prêts et dépôts intragroupe (-40 Mds de F CFP).

En termes nets, les plus fortes contributions positives ont été apportées par la Grande-Bretagne et le Canada au cours des deux dernières années.

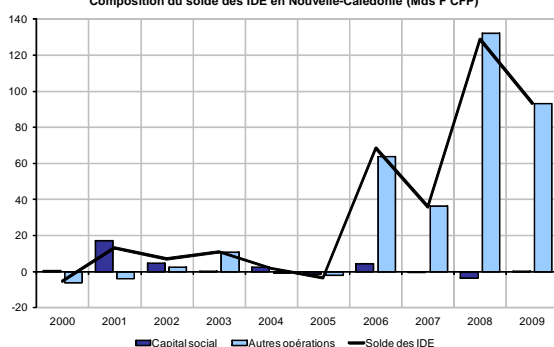
Définition des investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille.

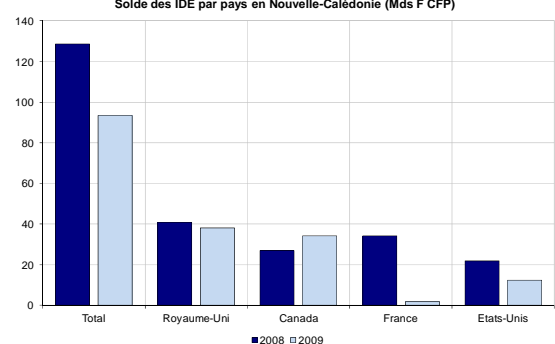
Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont opérations de prêt, avances, dépôts, à court et long terme). L'acquisition (ou la vente) d'un bien immobilier est également considérée comme une opération d'investissement direct.

Selon la méthodologie définie dans le cinquième manuel du FMI, les ventilations géographiques des IDE sont effectuées en fonction du pays de première contrepartie (et non de l'origine ou de la destination ultime de l'investissement).

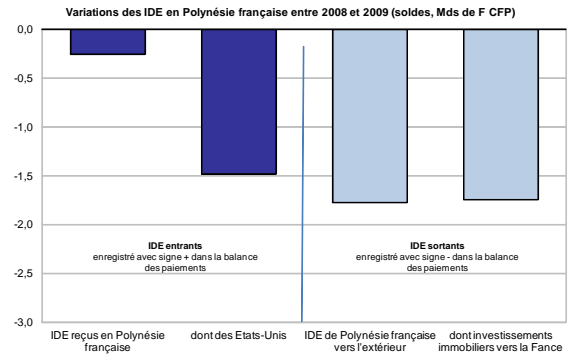
Composition du solde des IDE en Nouvelle-Calédonie (Mds F CFP)



Solde des IDE par pays en Nouvelle-Calédonie (Mds F CFP)



La Polynésie française a enregistré de légères entrées nettes d'IDE d'environ 200 Ms de F CFP en 2009, contre des sorties nettes de 1,3 Md de F CFP en 2008. Cette évolution est le résultat d'importantes reventes de biens immobiliers détenus par des résidents polynésiens sur le territoire français. Les flux d'investissements entrants se sont en revanche légèrement contractés, limitant quelque peu l'amélioration du solde des IDE, sous l'effet principal d'une hausse des ventes de biens immobiliers détenus en Polynésie française par des non-résidents, en particulier américains.



Les investissements de portefeuille

Dans un contexte financier peu favorable, les transactions sur titres émis par des non-résidents ont été en 2009 moins importantes que l'an passé au sein des deux Collectivités (le total des achats et des ventes recensés a été divisé par deux). En Nouvelle-Calédonie, ces transactions se sont soldées par des entrées nettes comme en 2008 (à plus de 14 Mds de F CFP) ; en Polynésie française, en revanche, les achats de titres émis par des non-résidents sont demeurés supérieurs aux ventes de sorte que le solde des investissements de portefeuille a été négatif (à près de -11 Mds de F CFP, proche du niveau atteint en 2008).

Définition des investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations « fermes » sur titres négociables (tels que actions, parts d'OPCVM, obligations, instruments du marché monétaire) entre résidents et non-résidents : achats à l'émission, négociations et remboursements (à l'exception de celles comprises au sein des investissements directs). En pratique, les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française recensent quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents calédoniens / polynésiens de titres émis hors de la Collectivité. Un solde débiteur des avoirs (respectivement créditeur) signifie que les achats de titres émis hors de la Collectivité ont été supérieurs (respectivement inférieurs) aux ventes.

Investissements de portefeuille en 2008 et 2009

Milliards de F CFP	2008	2009	Variation
Nouvelle-Calédonie			
Investissements de portefeuille dont	17,8	14,5	-3,3
Emissions et négociations (-)	-100,0	-47,6	52,4
Remboursements (+)	117,9	62,1	-55,8
Polynésie française			
Investissements de portefeuille dont	-9,5	-10,9	-1,4
Emissions et négociations (-)	-77,6	-40,8	36,8
Remboursements (+)	68,2	29,9	-38,3

Source : balance des paiements IEOM

Les autres investissements et l'équilibre global de la balance des paiements

Le solde des opérations de prêts et emprunts avec l'extérieur a été négatif en 2009 au sein des deux Collectivités (à -37 Mds de F CFP en Nouvelle-Calédonie et à près de -25 Mds de F CFP en Polynésie française). Ce résultat provient principalement des « autres secteurs » (entreprises et ménages) dont les avoirs nets à l'extérieur se sont sensiblement accrus en 2009 (+19 Mds de F CFP en Nouvelle-Calédonie ; +25 Mds de F CFP en Polynésie française). En Nouvelle-Calédonie, le secteur bancaire a également contribué à cette évolution, traduisant une amélioration de sa position extérieure nette (de près de 2 Mds de F CFP). En Polynésie française, en revanche, la position extérieure nette du secteur bancaire s'est dégradée en 2009 (de près de 4 Mds de F CFP), traduisant un besoin croissant de financements extérieurs. Au sein des deux géographies, l'excédent des sorties sur les engagements recensés se solde par un montant d'erreurs et omissions positif (de moins de 7 Mds de F CFP en Nouvelle-Calédonie – soit moins de 1 % de son PIB – et de plus de 18 Mds de F CFP en Polynésie française – soit environ 3 % de son PIB).

Définition des autres investissements

Les autres investissements sont un poste résiduel qui englobe toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous une autre rubrique du compte financier. Pour leur plus grand part, ils recouvrent les dépôts et crédits, à court et long terme, du secteur bancaire et des « autres secteurs ». Les « autres secteurs » comprennent les entreprises industrielles et commerciales, les assurances, les institutions financières non monétaires, les institutions à but non lucratif au service des ménages et les ménages.

Dans une optique où les flux enregistrés dans les comptes de transactions courantes, de capital, d'investissements directs et d'investissements de portefeuille sont censés représenter les opérations économiques et financières les plus révélatrices des tendances fondamentales des relations « internationales », les autres mouvements de capitaux (ici autres investissements) ne constitueraient que le financement des flux précédents ou des opérations enregistrées dans le « haut de balance ».

Mds F CFP Equilibre global de la balance des paiements en Nouvelle-Calédonie

